

Distance	Employeur semaine	Employeur mois	Employeur 3 mois	Employeur année
29	300	1 145	3 205	11 445
30	305	1 170	3 280	11 695
31-33	319	1 220	3 418	12 204
34-36	328	1 298	3 629	12 980
37-39	359	1 377	3 856	13 770
à partir de 40	378	1 453	4 072	14 526
Abonnements urbains				
Anvers	—	428	1 198	4 274
25- /60 +	—	370	1 035	3 700
Gand	—	405	1 135	4 050
25- /60 +	—	350	980	3 500
Autres	395	1 105	4 950	3 500
25- /60 +	—	350	980	3 500
Abonnements de banlieue				
25- /60 +	—	525	1 465	5 230
Supplément 1 ligne supplémentaire				
Anvers	28	100	280	1 000
Abonnement pour tout le réseau	—	1 453	4 072	14 526

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 92 — 845

[S-C — 27131]

14 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aéroports et aérodromes wallons

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiées par la loi du 8 août 1988, article 6, § 1er, X, 7;

Vu la loi du 27 juin 1937, portant révision de la loi du 16 novembre 1919, concernant la navigation aérienne, spécialement l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1970 réformant le statut de la Régie des Voies aériennes, spécialement l'article 14;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, du 12 janvier 1975, spécialement l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Vu l'urgence et l'importance qu'il y a à mettre les aéroports et aérodromes wallons en accord avec les normes internationales ou à tout le moins, à réduire les distorsions existantes durant la saison aéronautique toute proche;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné en date du 8 novembre 1991;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- aéroport : les aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Gosselies;
- aérodrome : les aérodromes de Spa et Saint-Hubert.

Art. 2. La Région wallonne est autorisée à percevoir pour l'utilisation des aéroports et aérodromes wallons, les redevances fixées au présent arrêté.

Ce droit peut être cédé aux sociétés de gestion avec lesquelles la Région wallonne a conclu un contrat de concession sur les aéroports de Liège-Bierset et Charleroi-Gosselies.

CHAPITRE Ier. — *De l'atterrissement*

Art. 3. Les redevances dues pour l'atterrissement sur les aéroports et les aérodromes sont fixées entre F 90 et F 130 par tonne pour tous les aéronefs.

Des formules d'abonnement sont possibles pour tous les exploitants qui utilisent d'une manière répétée les installations d'un aéroport ou d'un aérodrome. Les modalités en sont établies par l'autorité chargée de la gestion du site ou par la société qui en a obtenu la concession.

Art. 4. Pour les aéronefs d'un poids supérieur à 5,7 tonnes qui effectuent les vols imposés par le ministère chargé de l'administration de l'aéronautique en vue de l'entraînement de l'équipage et pour les aéronefs qui effectuent les vols d'essai en vue de la délivrance, du renouvellement ou de la restitution du certificat de navigabilité, les redevances prévues à l'article 3 peuvent être réduites.

CHAPITRE II. — *Du stationnement et de l'abri*

Art. 5. Les redevances dues pour l'usage collectif des aéroports et aérodromes par les aéronefs en vue du stationnement, sont fixées à un montant compris entre F 40 et F 60 par tonne et par jour, par les autorités de l'aérodrome ou la société de gestion de l'aéroport.

Les autorités de l'aérodrome ou la société de gestion de l'aéroport sont habilitées à négocier des formules d'abonnement. Dans ce cas, cependant, le montant de la redevance ne pourra en aucun cas être inférieur à F 30 par tonne et par jour.

Cette redevance n'est perçue que si le stationnement dépasse six heures.

Dans ce cas où les aéronefs sont mis sous abri dans un bâtiment faisant partie des infrastructures publiques de l'aéroport ou de l'aérodrome, il peut être perçu de ce chef un loyer qui vient s'ajouter aux redevances de stationnement. Comme les autres loyers, celui-ci est fixé librement par les autorités de l'aérodrome ou la société de gestion de l'aéroport.

CHAPITRE III. — *De l'usage des installations aménagées à l'intention des passagers*

Art. 6. § 1er. La redevance due pour l'usage des installations aménagées à l'intention des passagers est fixée, par passager partant, entre F 110 et F 170, aux aéroports et aux aérodromes.

§ 2. La redevance est due par le passager, perçue par l'exploitant de l'aéronef et son montant fait l'objet d'une mention spéciale sur le titre de transport.

§ 3. Cette redevance n'est pas due pour :

1^e les enfants de moins de deux ans;

2^e les passagers en transit qui voyagent en vertu d'un seul contrat de transport entre deux pays différents;

3^e les passagers qui ne se rendent pas à l'étranger;

4^e les passagers des aéronefs, visés au chapitre VII;

5^e les membres du personnel des transporteurs aériens qui se déplacent pour des raisons de service;

6^e les passagers d'aéronefs d'un poids ne dépassant pas trois tonnes;

7^e le personnel de la Direction générale des Transports du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

§ 4. La redevance peut être diminuée de 10 % au maximum en faveur des passagers d'aéronefs effectuant des vols dans le cadre d'un programme reconnu par l'Exécutif régional wallon comme présentant un intérêt particulier pour la promotion de l'aéroport ou de l'aérodrome en question.

CHAPITRE IV. — *De l'assistance aéroportuaire (Handling)*

Art. 7. La redevance due pour la fourniture à autrui d'assistance aéroportuaire est fixée par l'acte de concession.

CHAPITRE V. — *De l'usage privatif d'immeubles*

Art. 8. Des redevances sont dues dans tous les cas d'usage privatif d'immeubles bâtis ou de parties d'immeubles bâtis ou de superficie de terrains.

Les redevances sont fixées par l'acte de concession. Elles sont calculées par les autorités de l'aérodrome ou la société de gestion de l'aéroport en tenant compte de la valeur commerciale des lieux.

CHAPITRE VI. — *Des prestations diverses*

Art. 9. La rétribution des prestations de main-d'œuvre, de l'usage de matériel ou des installations, ou des fournitures de matières, est fixée par contrat.

CHAPITRE VII. — *Dès exonérations et des réductions*

Art. 10. Est exonérée des redevances, prévues aux articles 3, 6, 7, l'utilisation des aéroports et aérodromes :

1^e par les aéronefs utilisés pour le transport exclusif de chefs d'Etat ou de membres de gouvernement, en fonction, et leur suite;

2^e par les aéronefs à l'occasion des vols ayant un caractère humanitaire ou de propagande aéronautique, reconnu par le Ministre de la Région wallonne ayant le transport dans ses attributions;

3^e par les aéronefs effectuant des vols à la demande du Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou son délégué;

4^e par les aéronefs effectuant un retour forcé sur l'aérodrome de départ;

5^e par les aéronefs pilotés par les agents de la Direction générale des Transports du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

CHAPITRE VIII. — *De la perception*

Art. 11. § 1er. Le poids de l'aéronef servant de base au calcul des redevances établies aux chapitres Ier et II est le poids maximum autorisé au décollage, que mentionne le certificat de navigabilité ou le manuel de vol, ou tout autre document annexé au certificat de navigabilité.

Toute fraction de tonne est comptée comme une tonne entière.

Toute fraction de jour est comptée comme un jour entier.

Toute fraction d'heure est comptée comme une heure entière.

§ 2. S'agissant des aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Gosselies, les redevances doivent être payées à la société de gestion de l'aéroport ou son délégué.

S'agissant des aérodromes de Spa et de Saint-Hubert, elles doivent être payées au commandant d'aérodrome ou à son délégué.

§ 3. Pour la perception des redevances dues en vertu de l'article 7, l'exploitant de l'aéronef ou son représentant remettra au commandant d'aérodrome, ou à son délégué, et pour les aéroports de Liège-Bierset et Charleroi-Gosselies, à la société de gestion de l'aéroport, ou à son délégué, une déclaration mentionnant le nombre de passagers embarqués au cours de la journée. Cette remise sera faite au plus tard le lendemain du jour de l'embarquement avant dix heures U.T.C.

Si ce document n'est pas remis dans le délai prescrit, la redevance peut être fixée d'après le nombre de sièges disponibles.

§ 4. Les redevances dues en vertu d'actes de concession sont payables suivant les modalités déterminées par l'acte de concession.

Art. 12. Le commandant d'aéroport ou d'aérodrome ou son délégué peut interdire l'en vol de tout aéronef pour lequel les redevances dues n'ont pas été acquittées dans les délais prescrits.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 13. Les grilles tarifaires figurant au présent arrêté pourront être modifiées sur propositions des sociétés de gestion introduites auprès du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports au plus tard pour le 1er septembre de chaque année.

L'Exécutif régional wallon adoptera un arrêté pour le 1er novembre qui suit.

Cet arrêté entrera en vigueur le 1er janvier qui suit.

Les sociétés de gestion des aéroports fixent leurs tarifs au sein de ces grilles.

Le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports est chargé, par le biais des modifications aux A.I.P. (Aéronautical Informations Publication) de l'information des utilisateurs.

Les tarifs ainsi fixés entrent en vigueur le 1er janvier.

Art. 14. L'arrêté royal du 17 janvier 1977 est abrogé en ce qui concerne les aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Gosselies et les aérodromes de Spa et de Saint-Hubert.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1992.

Art. 16. Le Ministre ayant le transport en Région wallonne dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 novembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 92 — 845

|C — 27131|

14. NOVEMBER 1991. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Gebühren, die für die Benutzung der wallonischen Flughäfen und Flugplätze zu erheben sind

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6 § 1 X Nr. 7;

Aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1937 zur Revision des Gesetzes vom 16. November 1919 über den Luftverkehr, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 5. Oktober 1970 zur Umgestaltung der Rechtsform der Regie der Luftstraßen, insbesondere des Artikels 14;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwagung, daß es dringend und wichtig ist, die wallonischen Flughäfen und Flugplätze den internationalen Normen anzugeleichen oder zumindest die bestehenden Fehlentwicklungen während der nahenden Flugsaison zu drosseln;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion vom 8. November 1991;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

— « Flughafen » : die Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Gosselies;

— « Flugplatz » : die Flugplätze Spa und Saint-Hubert.

Art. 2. Für die Benutzung der wallonischen Flughäfen und Flugplätze darf die Wallonische Region die im vorliegenden Erlass festgesetzten Gebühren erheben.

Diese Recht kann den Betriebsgesellschaften übertragen werden, mit denen die Wallonische Region einen Konzessionsvertrag für die Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Gosselies abgeschlossen hat.

KAPITEL I. — Landung

Art. 3. Die Gebühren, die für die Landung auf den Flughäfen und den Flugplätzen zu zahlen sind, werden für alle Luftfahrzeuge auf einen Betrag zwischen F 90 und F 130 pro Tonne festgesetzt.

Für die Betreiber, die die Anlagen eines Flughafens bzw. Flugplatzes öfters benutzen, können Pauschalgebühren angewandt werden. Die Modalitäten dafür werden von der mit der Verwaltung des Geländes beauftragten Behörde oder von der Gesellschaft bestimmt, die die Konzession dafür erhalten hat.

Art. 4. Für die Luftfahrzeuge mit einem Gewicht über 5,7 Tonnen, die die von dem mit der Luftfahrtverwaltung beauftragten Ministerium vorgeschriebenen Flüge zur Einarbeitung der Besatzung ausführen, und für die Luftfahrzeuge, die Testflüge im Hinblick auf die Aushändigung, Verlängerung oder Rückgabe des Lufttüchtigkeitszeugnisses ausführen, können die in Artikel 3 vorgesehenen Gebühren gesenkt werden.

KAPITEL II. — Parken und Unterstellung

Art. 5. Die Gebühren, die zu zahlen sind, wenn die Flughäfen und Flugplätze kollektiv durch die Luftfahrzeuge zum Parken benutzt werden, werden von der Behörde der Flugplätze bzw. von der Betriebsgesellschaft des Flughafens auf einen Betrag zwischen F 40 und F 80 pro Tonne und pro Tag festgesetzt.

Die Behörde des Flugplatzes bzw. die Betriebsgesellschaft des Flughafens können Pauschalgebühren aushandeln. In diesem Fall darf der Betrag der Gebühr jedoch auf keinen Fall unter F 30 pro Tonne und pro Tag liegen.

Diese Gebühr wird nur erhoben, wenn länger als sechs Stunden geparkt wird.

Im Falle, wo die Luftfahrzeuge in einem Gebäude unterstellt werden, das zu den öffentlichen Infrastrukturen des Flughafens bzw. des Flugplatzes gehört, kann zusätzlich zu den Parkgebühren eine Miete für diese Unterstellung erhoben werden. Die Behörden des Flugplatzes bzw. die Betriebsgesellschaft des Flughafens kann diese Miete wie die anderen Mieten frei festlegen.

KAPITEL III. — Benutzung der Anlagen, die für die Passagiere eingerichtet worden sind

Art. 6. § 1. Die Gebühr, die für die Benutzung der für die Passagiere eingerichteten Anlagen zu zahlen ist, wird für die Flughäfen und Flugplätze pro abreisenden Passagier auf einen Betrag zwischen F 110 und F 170 festgesetzt.

§ 2. Die Gebühr wird vom Passagier gezahlt, vom Betreiber des Luftfahrzeuges erhoben, und ihr Betrag bildet den Gegenstand eines Sondervermerks auf dem Flugschein.

§ 3. Diese Gebühr ist nicht zu zahlen für :

1. Kinder unter zwei Jahren,
2. Passagiere im Durchflug, die aufgrund eines einzigen zwischen zwei verschiedenen Ländern abgeschlossenen Beförderungsvertrags reisen,

3. Passagiere, die sich nicht ins Ausland begeben,

4. Passagiere der in Kapitel VII erwähnten Luftfahrzeuge

5. Mitglieder des Personals der Luftverkehrsträger, die aus dienstlichen Gründen reisen,

6. Passagiere von Luftfahrzeugen mit einem Gewicht von höchstens drei Tonnen,

7. das Personal der Generaldirektion des Transportwesens des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen.

§ 4. Die Gebühr kann zugunsten der Passagiere von Luftfahrzeugen, die Flüge im Rahmen eines Programms ausführen, das nach Erachten der Wallonischen Regionalexekutive für die Förderung des betreffenden Flughafens bzw. Flugplatzes besonders interessant ist, um höchstens 10 % verringt werden.

KAPITEL IV. — Flughafenhandling

Art. 7. Die Gebühr, die für die Leistung von Flughafenhandling zugunsten Dritter zu zahlen ist, wird in der Konzessionsurkunde festgesetzt.

KAPITEL V. — Alleinige Benutzung von unbeweglichen Gütern

Art. 8. In allen Fällen, wo bebaute unbewegliche Güter oder Teile von unbeweglichen Gütern oder Flächen von Grundstücken zur alleinigen Benutzung überlassen werden, müssen Gebühren gezahlt werden.

Die Gebühren werden durch die Konzessionsurkunde festgesetzt. Sie werden von den Behörden des Flugplatzes bzw. von der Betriebsgesellschaft des Flughafens unter Berücksichtigung des Handelswertes des Ortes berechnet.

KAPITEL VI. — Verschiedene Leistungen

Art. 9. Die Vergütung der Arbeitsleistungen, der Benutzung des Materials oder der Anlagen oder der Lieferungen von Stoffen wird vertraglich festgesetzt.

KAPITEL VII. — Befreiungen und Senkungen

Art. 10. Die in den Artikeln 3, 6, 7 vorgesehenen Gebühren sind nicht zu zahlen, wenn die Flughäfen und Flugplätze :

1. von den Luftfahrzeugen für die ausschließliche Beförderung von Staatschefs oder von amtierenden Regierungsmitgliedern und ihrem Gefolge benutzt werden,

2. von den Luftfahrzeugen anlässlich der Flüge benutzt werden, die nach Erachten des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, einen humanitären Charakter haben und zur Luftfahrtpropaganda dienen,

3. von den Luftfahrzeugen benutzt werden, die Flüge auf Verlangen des mit der Luftfahrtverwaltung beauftragten Ministers oder seines Beauftragten ausführen,

4. von den Luftfahrzeugen benutzt werden, die notgedrungen zum Flugplatz zurückkehren, von dem sie gestartet sind,

5. von den Luftfahrzeugen benutzt werden, die von den Bediensteten der Generaldirektion des Transportwesens des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen geflogen werden.

KAPITEL VIII. — Erhebung

Art. 11. Das Gewicht des Luftfahrzeuges, das als Grundlage für die Berechnung der in den Kapiteln I und II bestimmten Gebühren dient, ist das beim Start zugelassene Höchstgewicht, das im Lufttüchtigkeitszeugnis oder in der Fluganleitung oder in jedem anderen dem Lufttüchtigkeitszeugnis beigefügten Dokument vermerkt ist.

Jeder Teil einer Tonne zählt als volle Tonne.

Jeder Teil eines Tages zählt als voller Tag.

Jeder Teil einer Stunde zählt als volle Stunde.

§ 2. Für die Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Gosselies müssen die Gebühren an die Betriebsgesellschaft des Flughafens bzw. an ihren Vertreter gezahlt werden.

Für die Flugplätze Spa und Saint-Hubert müssen sie an den Flugplatzkommandanten bzw. seinen Vertreter gezahlt werden.

§ 3. Zur Erhebung der Gebühren, die aufgrund von Artikel 7 zu zahlen sind, übergibt der Betreiber des Luftfahrzeuges bzw. sein Vertreter dem Flugplatzkommandanten oder seinem Vertreter und, für die Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Gosselies, der Betriebsgesellschaft des Flughafens oder ihrem Vertreter eine Erklärung, in der die Anzahl der im Laufe des Tages an Bord genommenen Passagiere angegeben ist. Diese Übergabe erfolgt spätestens am Tage nach demjenigen, an dem die Passagiere an Bord gegangen sind, und zwar vor zehn UTC-Uhr.

Wenn dieses Dokument nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist abgegeben wird, kann die Gebühr nach der Anzahl verfügbarer Sitze festgelegt werden.

§ 4. Die Gebühren, die aufgrund von Konzessionsurkunden zu zahlen sind, müssen gemäß den durch die Konzessionsurkunde bestimmten Modalitäten entrichtet werden.

Art. 12. Der Flughafen- bzw. Flugplatzkommandant oder sein Vertreter kann den Start jeglichen Luftfahrzeuges verbieten, für das die geschuldeten Gebühren nicht binnen den vorgeschriebenen Fristen entrichtet worden sind.

KAPITEL IX. — Schlussbestimmungen

Art. 13. Die Tarifsätze, der im vorliegenden Erlass angegeben sind, können aufgrund von Vorschlägen der Betriebsgesellschaften, die spätestens am 1. September eines jeden Jahres beim Wallonischen Ministerium für die Ausrüstung und das Transportwesen eingereicht werden, geändert werden.

Die Wallonische Regionalexekutive verabschiedet einen Erlass für den darauffolgenden 1. November.

Dieser Erlass tritt am darauffolgenden 1. Januar in Kraft.

Die Betriebsgesellschaften der Flughäfen bestimmen ihre Tarife im Rahmen dieser Sätze.

Das Ministerium für die Ausrüstung und das Transportwesen der Wallonischen Region ist beauftragt, die Benutzer auf dem Umweg über Änderungen in den A.I.P. (Aeronautical Informations Publication) zu informieren.

Die auf diese Weise festgesetzten Tarife treten am 1. Januar in Kraft.

Art. 14. Der Königlichen Erlass vom 17. Januar 1977 wird in bezug auf die Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Gosselies und in bezug auf die Flugplätze Spa und Saint-Hubert aufgehoben.

Art. 15. Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 1992 in Kraft.

Art. 16. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen in der Wallonischen Region gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. November 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und das Transportwesen für die Wallonische Region,

A. DALEM

VERTALING

WAALS MINISTERIE VOOR UITRUSTING EN VERVOER

N. 92 — 845

[C — 27131]

14 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
tot vastlegging van de te innen heffingen voor het gebruik van de Waalse luchthavens en vliegvelden

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 5 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6, § 1, X, 7º;

Gelet op de wet van 27 juni 1937, houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de luchtvaart, meer bepaald op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1970 houdende omwerking van het statuut van de Regie der Luchtwegen, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de hoedanigheid;

Overwegende dat het dringend en belangrijk is dat de Waalse luchthavens en vliegvelden aan de internationale normen voldoen of dat de bestaande distorsies tijdens het nakend vliegseizoen althans tot een minimum worden herleid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, van 8 november 1991;

Op voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Vervoer voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— luchthaven : de luchthavens van Luik-Bierset en Charleroi-Gosselies,

— vliegveld : de vliegvelden van Spa en Saint-Hubert.

Art. 2. Het Waalse Gewest is gemachtigd om de in dit besluit bepaalde heffingen te innen voor het gebruik van de Waalse luchthavens en vliegvelden.

Dat recht mag afgestaan worden aan de beheermaatschappijen waarmee het Waalse Gewest een concessie-overeenkomst heeft gesloten met betrekking tot de luchthavens van Luik-Bierset en Charleroi-Gosselies.

HOOFDSTUK I. — *De landing*

Art. 3. De bijdragen verschuldigd om te kunnen landen op de luchthavens en de vliegvelden zijn voor alle luchtvaartuigen vastgelegd op een bedrag dat tussen F 90 en F 130 per ton schommelt.

Er bestaan abonnementsformules voor alle exploitanten die herhaaldelijk gebruik maken van de installaties van een luchthaven of een vliegveld. De modaliteiten ervan zijn vastgelegd door de overheid belast met het beheer van de site of door de maatschappij die de concessie ervoor gekregen heeft.

Art. 4. De in artikel 3 bedoelde bijdragen kunnen verminderd worden voor luchtvaartuigen van meer dan 5,7 ton die met het oog op de opleiding van de bemanning vluchten uitvoeren die opgelegd worden door het Ministerie belast met de Regie der Luchtwegen en voor luchtvaartuigen die testvluchten uitvoeren met het oog op de afgifte, de vernieuwing of de teruggave van het luchtwaardigheidsbewijs.

HOOFDSTUK II. — *Het parkeren en het onder dak brengen*

Art. 5. Wat het parkeren betreft, worden de bijdragen verschuldigd voor het collectief gebruik van de luchthavens en vliegvelden door de luchtvaartuigen door de autoriteiten van het vliegveld of de beheermaatschappij van de luchthaven vastgelegd op een bedrag dat tussen F 40 en F 60 per ton en per dag schommelt.

De autoriteiten van het vliegveld of de beheermaatschappij van de luchthaven zijn gemachtigd om over abonnementsformules te onderhandelen. In dit geval mag het bedrag van de bijdrage echter onder geen enkele voorwaarde lager zijn dan F 30 per ton en per dag.

Voorname bijdrage wordt slechts geïnd indien het parkeren zes uren overschrijdt.

Indien de luchtvaartuigen onder dak gebracht worden in een gebouw dat deel uitmaakt van de openbare infrastructuur van de luchthaven of het vliegveld, kan een huur geïnd worden die zich bij de parkeerbijdragen komt voegen. Deze huurprijs wordt net zoals alle andere huurprijzen vrij vastgelegd door de autoriteiten van het vliegveld of door de beheermaatschappij van de luchthaven.

HOOFDSTUK III. — *Het gebruik van de installaties ingericht ten behoeve van de passagiers*

Art. 6, § 1. De bijdrage verschuldigd voor het gebruik van de ten behoeve van de passagiers ingerichte installaties schommelt op de luchthavens en vliegvelden tussen F 110 en F 170 per vertrekend passagier.

§ 2. De bijdrage is door de passagier verschuldigd en door de exploitant van het luchtvaartuig geïnd; het bedrag ervan is het voorwerp van een bijzondere melding op het vervoerbewijs.

§ 3. Die bijdrage is niet verschuldigd door :

1° kinderen van minder dan twee jaar;
2° transitpassagiers die krachtens één enkele vervoersovereenkomst tussen twee verschillende landen reizen;

3° passagiers die niet naar het buitenland vliegen;

4° de in hoofdstuk VII bedoelde luchtvaartuigpassagiers;

5° de personeelsleden van luchtvaartuigen die zich om dienstredenen verplaatsen;

6° passagiers van luchtvaartuigen van minder dan 3 ton;

7° het personeel van de Algemene Vervoerdirectie van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer.

§ 4. De bijdrage kan met hoogstens 10 % verminderd worden ten voordele van luchtvaartuigpassagiers die vluchten uitvoeren in het kader van een programma waarvan de Waalse Gewestexecutieve vindt dat het bijzonder belangrijk is voor de bevordering van de bewuste luchthaven of het bewuste vliegveld.

HOOFDSTUK IV. — *Luchthavenbijstand (Handling)*

Art. 7. De bijdrage verschuldigd voor het verstrekken van luchthavenbijstand is in de overeenkomstakte vastgelegd.

HOOFDSTUK V. — *Het eigengebruik van gebouwen*

Art. 8. Bijdragen zijn verschuldigd in alle gevallen van eigengebruik van gebouwen of van delen van gebouwen of van grondenoppervlakten.

De bijdragen zijn in de concessieakte vastgelegd. Zij worden berekend door de vliegveldautoriteiten of door de beheermaatschappij van de luchthaven rekening houdend met de commerciële waarde van de plaats.

HOOFDSTUK VI. — *Diverse prestaties*

Art. 9. De vergoeding van arbeidskrachtenprestaties en voor het gebruik van materiaal of installaties of voor de levering van grondstoffen is bij contract bepaald.

HOOFDSTUK VII. — *Vrijstellingen en verminderingen*

Art. 10. Is vrijgesteld van de in de artikelen 3, 6, 7, bedoelde bijdragen, het gebruik van de luchthavens en de vliegvelden door :

1° luchtvaartuigen gebruikt voor het exclusief vervoer van in functie zijnde staatshoofden en regeringsleden en hun gevolg;

2° luchtvaartuigen ter gelegenheid van vluchten met een humanitair karakter of een luchtvaartpropaganda erkend door het Ministerie van het Waalse Gewest waaronder Vervoer ressorteert;

3° door luchtvaartuigen die vluchten uitvoeren op aanvraag van de Minister belast met het Bestuur van de Luchtvaart of door zijn afgevaardigde;

4° door luchtvaartuigen die noodgedwongen terugkeren naar de vertrekvluchthaven;

5° door luchtvaartuigen bestuurd door ambtenaren van de Algemene Vervoerdirectie van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer.

HOOFDSTUK VIII. — *De inning*

Art. 11, § 1. Het gewicht van het luchtvaartuig dat als basis dient voor de berekening van de in de hoofdstukken I en II bepaalde bijdragen is het maximaal toegelaten gewicht bij de opstijging, dat vermeld is op het luchtwaardigheidsbewijs of in het vliegboek of op elk ander document dat bij het luchtwaardigheidsbewijs gevoegd is.

Elke fractie/ton wordt als een hele ton berekend.

Elke fractie/dag wordt als een hele dag berekend.

Elke fractie/uur wordt als een hele uur berekend.

§ 2. Wat de luchthavens van Luik-Bierset en Charleroi-Gosselies betreft, dienen de bijdragen betaald te worden aan de beheermaatschappij van de luchthaven of aan haar afgevaardigde.

Wat de vliegvelden van Spa en Saint-Hubert betreft, dienen zij betaald te worden aan de commandant van het vliegveld of aan zijn afgevaardigde.

§ 3. Voor de inning van de krachtens artikel 7 verschuldigde bijdragen dient de exploitant van het luchtvaartuig of diens vertegenwoordiger de luchthavencommendant of diens afgevaardigde een verklaring te overhandigen met het aantal in de loop van de dag ingescheepte passagiers; voor de luchthavens van Luik-Bierset en Charleroi-Gosselies dient hij voornoemde verklaring aan de beheermaatschappij van de luchthaven of aan haar afgevaardigde te overhandigen. Die overhandiging dient plaats te vinden uiterlijk op de dag die volgt op de inscheping voor tien uur U.T.C.

Indien voornoemd document niet ingediend is binnen de voorgeschreven termijn, mag de bijdrage vastgelegd worden naar gelang het aantal beschikbare plaatsen.

§ 4. De krachtens concessieaktes verschuldigde bijdragen zijn betaalbaar overeenkomstig de in de concessieakte bepaalde modaliteiten.

Art. 12. De luchthaven- of vliegveldcommandant of diens afgevaardigde mag elk luchtvaartuig waarvoor de verschuldigde bijdragen niet binnen de voorgeschreven termijn vereffend zijn, stijgverbod opleggen.

HOOFDSTUK IX. — *Eindbepalingen*

Art. 13. De in dit besluit voorkomende tarieftabellen kunnen gewijzigd worden op voorstellen die de beheermaatschappijen jaarlijks uiterlijk voor 1 september indienen bij het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer.

De Waalse Gewestexecutieve zal een besluit goedkeuren voor 1 november e.k.

Dit besluit treedt in werking op 1 januari e.k.

De beheermaatschappijen van de luchthavens stellen hun tarieven binnen die tabellen vast.

Het Ministerie voor Uitrusting en Vervoer van het Waalse Gewest is via de A.I.P. (Aeronautical Informations Publication) aangebrachte wijzigingen belast met het inlichten van de gebruikers.

De aldus vastgelegde tarieven treden in werking op 1 januari.

Art. 14. Het koninklijk besluit van 17 januari 1977 is opgeheven wat betreft de luchthavens van Luik-Bierset en van Charleroi-Gosselies en de vliegvelden van Spa en Saint-Hubert.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Art. 16. De Minister tot wiens bevoegdheden vervoer behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 november 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Begroting, Financiën en Vervoer voor het Waalse Gewest,

A. DALEM

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

Personnel. — Pensionering

Bij koninklijk besluit van 20 september 1991 wordt aan de heer Lenaerts, Frans, met ingang van 1 augustus 1992 eervol ontslag verleend uit zijn functies van eerstaanwezend ingenieur-hoofd van dienst bij het Bestuur van het Vervoer te Land.

Bij hetzelfde besluit wordt betrokkenen ertoe gemachtigd zijn aanspraak op een rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

Algemene Diensten. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 3 oktober 1991 wordt de heer Janssone, Roeland, in vast verband benoemd tot de graad van bestuurssecretaris bij de Diensten van de secretaris-generaal.

Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 juli 1990.

Algemene Diensten. — Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 12 december 1991 werd de heer René de Vlaminck, bestuurder-algemeen directeur van de N.V. Northern Shipping Service, benoemd tot Commandeur in de Orde van Leopold II.

Hij neemt op de datum van het besluit rang in de Orde in.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

Personnel. — Mise à la retraite

Par arrêté royal du 26 septembre 1991, démission honorable de ses fonctions d'ingénieur principal-chef de service à l'Administration du Transport terrestre est accordée, à partir du 1^{er} août 1992, à M. Lenaerts, Frans.

Par le même arrêté l'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de son emploi.

Services généraux. — Nomination

Par arrêté royal du 3 octobre 1991, M. Janssone, Roeland, est nommé à titre définitif au grade de secrétaire d'administration aux Services du secrétaire général.

Cet arrêté entre en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1990.

Services généraux. — Ordres nationaux

Par arrêté royal du 12 décembre 1991, M. René de Vlaminck, administrateur-directeur général de la S.A. Northern Shipping Service, est nommé Commandeur de l'Ordre de Léopold II.

Il prend rang dans l'Ordre à la date de l'arrêté.